



## DECISION 73DIA2023

**Objet** : D.I.A – Immeuble cadastré section AC n° 778 pour 423 m<sup>2</sup>

Le Maire de la commune de LA VILLE DU BOIS,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-22,

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 28 mai 2020 portant délégation à Monsieur le Maire dans certains domaines et notamment d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L 213-3 de ce même code,

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 9 Avril 2019 qui approuve le Plan Local d'Urbanisme,

**VU** l'article R 211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme,

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 27 janvier 1997, instituant sur le territoire de la commune de la VILLE DU BOIS, le droit de préemption Urbain sur l'ensemble des zones U et NA au Plan d'Occupation des Sols hors périmètre ZAD « Centre-Ville » - hors périmètre « Espaces naturels sensibles »,

**VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 9 avril 1996 portant création d'une zone de préemption sur les milieux naturels sensibles

**VU** la Déclaration d'Intention d'Aliéner en date du 28 Novembre 2023 transmis par le tribunal d'Evry concernant un immeuble situé à LA VILLE DU BOIS cadastré section AC n° 778 pour 423 m<sup>2</sup>

**CONSIDERANT** que l'échange foncier ne porte pas préjudice au développement urbain de la commune.

### DÉCIDE

**DE RENONCER** au droit de préemption urbain au nom de la commune de LA VILLE DU BOIS pour l'immeuble cadastré section **AC n° 778 pour 423 m<sup>2</sup>** et de laisser le déclarant réaliser l'aliénation de son immeuble auprès de l'acquéreur trouvé.

**INFORME** que Madame la Directrice Générale des Services Municipaux de la commune de La Ville du Bois est chargée de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à Monsieur le sous-Préfet de PALAISEAU,

**INFORME** qu'en application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Cette décision prise par le Maire, en vertu de l'article L 2122-22 sera soumise aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Conseil Municipal portant sur les mêmes objets.

Le Maire,

Certifié sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte,

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux adressé en mairie dans le délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Conformément à l'article R. 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de VERSAILLES (78) dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication, ou à compter de la décision de rejet du recours gracieux préalablement déposé.

« Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »

FAIT A LA VILLE DU BOIS  
Accusé de réception en préfecture  
091-219106655-20231130-73DIA2023-DE  
Recu le 01/12/2023  
Le 30 Novembre 2023

Le Maire

Jean Pierre MEUR

